

<http://ugtg.org/spip.php?article2506>



# Lettre ouverte au Président et aux membres du Conseil de surveillance de l'Agence de

santé de Guadeloupe,  
Saint-Martin, Saint-Barthélemy



Date de mise en ligne : 17 juillet 2020

- La Centrale UGTG -

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe, Président du Conseil de surveillance  
Mesdames et Messieurs les membres du conseil de surveillance en vos grades et qualités,

Nous, membres du Conseil de surveillance en nos qualités de représentants du personnel SNASS-CGT et UTED-UGTG et en nos qualités de membres de l'intersyndicale regroupant les cinq syndicats majoritaires sur six, CFE-CGC, SNPASS-FO, SNASS-CGT, UNASSUGTG et UTED-UGTG souhaitons vous interpeller sur la situation au sein de l'ARS. Nous nous devons de porter à votre connaissance les problématiques que nous rencontrons et de vous informer des dysfonctionnements au sein de notre Agence de santé.

Sachez que depuis près de 2 ans, nous ne pouvons plus prendre part avec quiétude à la vie de notre agence et par conséquent accomplir dans les meilleures conditions les missions qui sont les nôtres. En effet, nous faisons face de façon récurrente à un management autoritaire par la terreur, la souffrance au travail rythme le quotidien de bon nombre d'agents.

Jusque là, nous avons su y faire face grâce à notre sens du devoir, notre capacité de résilience et à notre intelligence d'adaptation qui caractérisent les guadeloupéens. Mais la pression exercée par la direction est telle que, qu'on soit fonctionnaire, contractuel, chef de service, médecin, agent, on est poussé à la porte insidieusement voir même à la démission.

Depuis plusieurs mois, le dialogue social est en berne au sein de l'ARS malgré nos nombreuses tentatives. Pour preuve, nous avons accepté, l'impolitesse, l'humiliation pour pouvoir nouer le dialogue, en vain. Nos instances représentatives du personnel ne sont pas respectées, le droit syndical est bafoué.

Nous ne pouvons plus accepter ces injustices !

Nous ne pouvons plus accepter ce comportement méprisant à l'égard du personnel et de leurs représentants !

Nous ne pouvons plus accepter que des agents soient écartés durant une période de crise à cause de leur appartenance à une organisation syndicale !

Nous ne pouvons plus accepter ces situations de souffrance !

En réponse à notre demande de rencontre pour la mise en place d'un accord de méthode concerté pour l'ouverture des négociations, la directrice générale a proposé à l'intersyndicale une réunion à la cantine du personnel à l'heure du déjeuner.

En réponse au préavis de grève prenant effet ce lundi 22 juin 2020, à défaut d'un consensus pour l'ouverture des négociations, il est déployé une douzaine d'agents de sécurité sur les sites de l'ARS. Un dispositif de filtrage et de vérification des pièces d'identités des agents, par ces personnes non habilitées a été instauré et doublé par la présence des forces de l'ordre.

Dixit le Général de Gaulle, « Savoir dire non quand cela devient inacceptable ».

Aujourd'hui, Madame DENUX, Nous vous disons NON ! Nous ne pouvons plus tout accepter.

Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe, Président du Conseil de surveillance,

Mesdames et Messieurs les membres du conseil de surveillance en vos grades et qualités, la grève exprime le mécontentement des agents, le préavis de grève que nous avons déposé dévoile qu'au sein de cette agence il règne la terreur.

Nous vous interpellons sur ces méthodes instaurées au sein d'une institution de santé.

Bisdary, le 22 juin 2020